

Le haut commandement, la direction et la conduite de la guerre d'Algérie : Paris ou Alger ?

Session thématique « Une guerre de reconquête coloniale »

Mercredi 21 juin 2006, après-midi (14h-16h), salle F 08

Dans les premiers mois qui suivent le déclenchement de la Guerre d'indépendance, il revient aux chefs militaires de prendre la mesure de l'événement. À Paris, le général Callies, inspecteur des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'Afrique du Nord, donne le premier le ton, le 9 décembre 1954, au cours d'un long exposé devant ses pairs du conseil supérieur des forces armées. À Alger les réactions sont mitigées, mais très vite le point de vue des officiers « africains » et de la « coloniale » va s'imposer. Dès lors, les différences d'appréciation entre les deux centres de décision vont se traduire par une série de crises internes.

De novembre 1954 à février 1956, sans directives précises de Paris – tout en partageant dans un premier temps l'appréciation de la situation politique et militaire –, Alger assure les deux missions dans une certaine confusion. En mars 1956, le général Paul Ely, nouveau chef d'État-major général des forces armées, tente de reprendre en main la situation. Il doit très vite déchanter : dès octobre 1956 et jusqu'au 13 mai 1958, malgré ses instructions et ses directives comme ses injonctions au général Salan, le fossé se creuse entre les centres de décision. Si le retour au pouvoir du général de Gaulle rétablit l'unité de commandement, la conduite de la guerre n'est pas pour autant modifiée, du moins jusqu'à la nomination de Pierre Messmer comme ministre des Armées.

La direction comme la conduite de la guerre d'Algérie, connues dans leurs grandes lignes, n'ont cependant pas fait l'objet d'une enquête approfondie à partir des archives du haut commandement de l'armée. S'appuyant sur des sources militaires inédites, la présente communication est destinée à combler cette lacune en mettant en lumière les causes profondes du divorce – la crise dénoncée en son temps par la presse et bon nombre de partisans de l'Algérie française – et les conséquences « militaires » de l'interprétation-représentation du conflit.